

## **Massacre du 17 octobre 1961 à Paris Ne jamais oublier le passé Regarder le présent**

**Le 17 octobre 1961 est une date particulière dans l'histoire des horreurs coloniales françaises : une manifestation de soutien des Algérien·nes de France à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, à Paris, est réprimée par la police, aux ordres du préfet Papon... Des centaines, des milliers selon certains historien·nes, de mort·es, des arrestations et la pratique de la torture par la police française sur des manifestant·es : voilà une partie significative du bilan du 17 octobre 1961.**

60 ans après, il reste beaucoup à faire pour la reconnaissance de ces crimes par l'État français et que soient pensées des réparations. Le travail de mémoire et de reconnaissance est primordial, pas de justice sans vérité, et tant que ce travail nécessaire ne sera pas mené à bien, nous continuerons à en subir les conséquences en France comme en Algérie. Lutter contre le racisme et l'exclusion de certaines populations en France, c'est aussi commencer par assumer pleinement les crimes de l'histoire coloniale française. C'est aussi dire ce que fait le pouvoir algérien aujourd'hui, après un an et demi de Hirak, de mobilisation citoyenne massive dans le pays.

Ainsi, le pouvoir algérien ne manquera pas de commémorer à sa façon le massacre du 17 octobre. Mais il le fera sur les cendres du Hirak qu'il réprime de la façon la plus violente aujourd'hui. Le paradoxe de toute commémoration et de tout travail de mémoire réside dans la tentation de l'instrumentaliser politiquement. Alors que le peuple algérien luttait en 1961, et ce depuis 1954, pour son indépendance et sa liberté, aujourd'hui, le pouvoir aux mains de castes militaires en Algérie prive sa population de liberté.

Car, en 2021, après des semaines de mobilisation massive dans le pays, le pouvoir arrête à tour de bras les militant·es et invente, à nouveau, une menace terroriste pour les accuser de tout et de n'importe quoi. Ce qui ne fait pas illusion en Algérie, par ailleurs, mais ce qui, de fait, explique en partie le silence des pouvoirs actuels, en France, dans l'Union Européenne, aux États-Unis..., sur le fait que le pouvoir algérien enferme des prisonnier·es politiques par centaines aujourd'hui.

Il faut donc impérativement rappeler ce qu'ont été les guerres et les occupations coloniales, les exactions de la France en Algérie, mais il faut aussi regarder le présent en face. Ainsi, si Macron a mentionné, en partie, la réalité du pouvoir algérien, comme étant de nature « politico-militaire », confisqué par des castes liées à différents services de l'armée, il reste encore un grand pas à faire :

- pour reconnaître dans toutes ses dimensions l'horreur de la répression sanglante de la manifestation du 17 octobre 1961
- pour dénoncer la répression du Hirak et défendre les prisonnier·es politiques algérien·nes aujourd'hui en prison en Algérie.

**Solidaires, comme depuis des années, affirme sa solidarité avec les Algérien·nes qui se souviennent du 17 octobre 1961 et demandent reconnaissance, vérité et réparations.**

**Solidaires soutien les militant·es du Hirak et les syndicalistes aujourd'hui emprisonné·es ou sur le point de l'être et restera, aux côtés de toutes les organisations attentives à la situation en Algérie actuellement, très vigilante à la suite des événements dans le pays.**

**L'union Syndicale Solidaires appelle, avec le collectif composé de syndicats et d'associations, à rejoindre la manifestation à Paris, dimanche 17 octobre 2021 à 15h du cinéma Rex au pont Saint-Michel**

**31 rue de la Grange  
aux belles  
75 019 Paris**

Téléphone 33 1 58 39 30 20  
Télécopie 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org  
www.solidaires.org

